

Direction départementale de la
protection des populations

Service prévention des risques environnementaux

IC n° 2005/0553
PM

ARRETE
portant autorisation environnementale
d'une installation classée
pour la protection de l'environnement
le Préfet des Côtes d'Armor

- VU le code de l'environnement et ses annexes ;
- VU l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017, notamment l'article 15 ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 14 mars 2014 établissant le cinquième programme d'actions régional à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU la demande présentée le 11 mai 2017 et complétée les 4 juillet et 10 juillet 2017 par le GAEC DUBOURG en vue d'effectuer l'extension de l'élevage porcin qui passe de 1730 à 2892 animaux équivalents, la construction de 756 places porcs charcutiers, le réaménagement des bâtiments existants et la mise à jour du plan d'épandage ;
- VU la saisine de l'autorité environnementale le 20 juillet 2017 ;
- VU la saisine de la direction départementale des territoires et de la mer le 20 juillet 2017 ;
- VU la saisine du service départemental d'incendie et de secours le 25 juillet 2017 ;
- VU la saisine de l'agence régionale de la santé le 25 juillet 2017 ;
- VU la consultation des conseils municipaux de Loguivy-Plougras, Plougras, Plourac'h, Plusquellec, Callac, Carnoët, Maël Pestivien et Calanhel ;
- VU l'enquête publique qui s'est déroulée du 7 novembre 2017 au 9 décembre 2017 et le registre d'enquête tenu à disposition du public à la mairie de Lohuec pendant toute la durée de l'enquête pour y porter ses observations ;
- VU le résultat de l'enquête publique et notamment les conclusions favorables du commissaire enquêteur ;
- VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 3 avril 2018 ;
- VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 20 avril 2018 ;

CONSIDERANT que la demande présentée prévoit des mesures compensatoires permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le code de l'environnement ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que lorsqu'une demande d'autorisation de projet d'activités, installations, ouvrages et travaux prévus à l'article L 181-1 du code de l'environnement est formée entre le 1er mars et le 30 juin 2017, le pétitionnaire peut opter pour qu'elle soit déposée, instruite et délivrée selon les dispositions législatives et réglementaires dans leur rédaction antérieure à l'entrée en vigueur de l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 susvisée ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Côtes d'Armor ;

ARRÊTE

Article 1er : Bénéficiaire et portée de l'autorisation environnementale

L'arrêté préfectoral du 24 juin 1993 est abrogé.

1.1. - Le GAEC DUBOURG, ci-après dénommé l'exploitant, dont le siège social est situé au lieu-dit Kerlavézan sur la commune de Lohuec, est autorisé, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter, à moins de 100 mètres des tiers les plus proches et à moins de 35 mètres d'un forage, un élevage porcin dont la capacité maximale est de 2 532 emplacements pour les porcs de production de plus de 30 kg et 2 892 animaux équivalents.

1.2. - Nature des installations

Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Alinéa	A, E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil de critère	Unité de critère	Volum e autori sé	Unité du volume autorisé
3660	b)	A	élevage intensif	élevage de porcs	Nombre total d'emplacements	b) > 2000	1 place = 1 emplacement	2532	Emplacements
2102	1)	A	élevage, vente, transit, etc. de porcs	élevage	Classé au titre de la rubrique n°3660	/	Reproducteur = 3 AE Porcs à l'engraissement et les jeunes femelles = 1 AE Porcelet sevré = 0,2 AE	2892	AE

A : (autorisation)

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Au sens de l'article R 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale et les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont les suivantes :

Désignation des installations	Rubrique de la nomenclature des installations classées	Activité spécifiée à l'annexe I de la directive 2010/75/UE dite « IED »	Conclusions sur les meilleures techniques disponibles
élevage intensif de volailles ou de porcs : a) Avec plus de 40 000 emplacements pour les volailles b) Avec plus de 2 000 emplacements pour les porcs de production (de plus de 30 kg) c) Avec plus de 750 emplacements pour les truies	3660	6.6 a) b) ou c)	Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la Commission du 15 février 2017, établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs

« L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles (MTD) économiquement acceptables les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau. »

1.3. - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et sections suivantes :

Commune	Type d'élevage	Sections	Parcelles
LOHUEC	Élevage porcin	D1	N° 145 et 146

1.4. - Effectifs autorisés

Type de production	Place animaux équivalents	Effectif maximum en présence simultanée	Effectif moyen annuel (truies, verrats, cochettes saillies) ou production annuelle (porcelets, porcs charcutiers et cochettes non saillies)
Truies, verrats, cochettes saillies	AE maternité : 0 AE gestante-verraterie : 360	120	120
Porcs charcutiers (>30kg)	2 532 AE	2532	7700
Porcelets			
Quarantaine			

1.5. - Conformité au dossier de demande d'Autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le(s) dossier(s) déposé(s) par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Article 2 - Prescriptions particulières concernant l'élevage de porcs

2.1. - Effectifs

2.1.1. - Les porcs qui ne sont pas engraisés dans l'élevage feront l'objet d'un enregistrement (registre ou autre) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre d'animaux, nom et adresse du destinataire (engraisseur, groupement...). Dans le cas où le pétitionnaire fait engraisser des porcs à façon, il doit s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés au titre de la législation sur les installations classées.

2.1.2. - La production annuelle de porcs charcutiers ne doit pas dépasser 7 700 animaux.

2.2. - Alimentation biphase

2.2.1. - L'alimentation biphase en place est maintenue à l'ensemble du cheptel.

2.2.2. - L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspecteur de l'environnement les justificatifs des aliments distribués (factures, ...) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans.

Article 3 - Sécurité

3.1. - L'installation électrique est conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

3.2. - L'établissement est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique).

3.3. - Compte tenu des éléments transmis dans le dossier, les besoins en eau destinés à la lutte contre l'incendie seront réalisés de manière à disposer simultanément et en permanence d'un débit de 62 m³/heure.

Le dimensionnement des besoins en eau est calculé sur une base de deux heures soit 124 m³.

- 1/3 des besoins sera fourni par le réseau public (poteaux ou bouches d'incendie).

A proximité du site, les ressources en eau recensées pour faciliter la mise en œuvre des secours sont les suivantes :

La fosse STO2 de 330 m³ est désaffectée et servira de réserve à eau en cas d'incendie.

Le complément des besoins sera fourni par une ou plusieurs réserves incendies aux caractéristiques suivantes :

- disponibles en toute saison,
- être espacées les unes des autres de 400 m maximum,
- être signalées,
- être accessible en permanence aux engins de lutte contre l'incendie,
- disposer d'une aire de stationnement de 32m² (8*4) permettant la mise en aspiration d'un engin d'incendie ou de 12m² (4*3) pour une motopompe remorquable.

Article 4 - Prescriptions épandage sur céréales

L'exploitant dispose des matériels nécessaires à la mise en œuvre de l'épandage sur céréales soit directement, soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

L'épandage des déjections sur céréales est effectif à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

Article 5 - Prescription concernant les périmètres de protection de prise d'eau

Conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, l'épandage d'effluent d'élevage en provenance de l'élevage porcin sur les îlots du plan d'épandage situés dans le périmètre de la prise d'eau de Guerlesquin, doit respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral AP n°82-2372 du 02/06/82 complété par arrêté n°2010-1216 du 10 septembre 2010 relatif à la prise d'eau de GUERLESQUIN.

Article 6 - Prescription concernant l'épandage dans et à proximité de la zone natura 2000

L'intégralité des îlots 6, 11 et 12 de l'exploitant et les îlots 30 et 31 du prêteur de terres LEDU Joel sont situés dans la zone Natura 2000 « Têtes de bassin du Blavet et de l'Hyères ». Les parcelles localisées sur la zone Natura 2000 ont été classées non épandable.

Pour les îlots limitrophes à la zone Natura 2000 « Rivière Léguer, forêts de Beffou, Coat an Noz et Coat an Hay », les îlots 2,15 et 16 de Monsieur THOMAS Christian, jouxtent la zone Natura 2000 « Rivière Léguer, forêts de Beffou, Coat an Noz et Coat an Hay », les talus et les haies entourant les parcelles seront maintenus. Aucune modification paysagère qui modifierait l'habitat ne sera réalisée. Une fertilisation raisonnée permettra de diminuer notablement l'influence de l'installation classée sur le milieu naturel.

Les pratiques d'épandage sur ces parcelles devront respecter les prescriptions des arrêtés inter-préfectoraux en date du 1^{er} décembre 2014 pour l'Aulne et en date du 18 septembre 2007 pour la baie de Lannion.

Article 7 - Nuisances olfactives et acoustiques

L'installation doit être aménagée, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives et sonores susceptible de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif et/ou acoustique de l'installation afin de qualifier l'impact et la gêne éventuelle et permettre une meilleure prévention des nuisances selon les normes en vigueur et les dernières références connues.

Article 8 - Laveur d'air

Le laveur d'air de type vertical traite l'air des salles du bâtiment engraissement de 756 places en projet et est alimenté en continu en eau. L'air provenant des différentes salles sera centralisé dans une gaine sous le couloir central afin d'être dirigés vers un système de lavage, piégeant 75 % des odeurs en sortie de bâtiment et un abattement de 45 % de l'ammoniac.

Le lavage favorisera la sédimentation des poussières, présente en forte quantité dans l'air des porcheries, dans le bac de réception des eaux de lavage (piscine). Une pompe au niveau constant avec flotteur sera installée au niveau de la piscine, permettant le recyclage des eaux de lavage. Une deuxième pompe sera située en fond de piscine pour l'évacuation des boues.

Une étude sur les émissions d'ammoniac en sortie du laveur d'air est réalisée et transmise à l'inspection des installations classées dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté.

La quantité d'azote ammoniacal contenue dans les eaux du laveur d'air, fixé à 901 unités, peut être révisée à l'issue de la nouvelle étude relative aux émissions d'ammoniac.

Article 9 - Equilibre de la fertilisation

L'exploitant devra respecter l'équilibre de la fertilisation azotée et phosphorée sur les flots culturaux mis en place sur l'ensemble de son plan d'épandage.

Article 10 - Prescriptions particulières relatives aux puits et forages existants

« L'exploitant » est autorisé à prélever 8 996 m³ annuellement à un débit horaire maximal de 24,6 m³/jour pour le forage existant sur la section D1 parcelle 143 qui doit répondre aux prescriptions de l'arrêté préfectoral modifié du 11 août 2016 fixant les dispositions applicables aux puits et forages, notamment :

- ◆ Les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête de forage : la protection de la tête du forage doit être assurée par une dalle de propreté de 3 m² minimum centrée sur l'ouvrage et de 0.3 m de hauteur au-dessus du terrain naturel en pente vers l'extérieur du forage.
- ◆ Un dispositif de comptage horaire ou volumétrique sera installé.
- ◆ Un disconnecteur sera installé si l'installation est raccordée à un réseau public.

Un prélèvement d'eau provenant de ces ouvrages est réalisé, pour analyse, par un laboratoire indépendant afin de démontrer que cette eau n'est pas polluée. Cette analyse porte au minimum sur les paramètres suivants : chlorures, ammoniac, nitrates et bactériologie. Ces analyses sont répétées au moins une fois par an et les résultats tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'abandon de l'ouvrage, celui-ci doit être comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraines contenues dans les formations géologiques aquifères. L'abandon doit être signalé au service chargé de l'inspection des installations classées.

Article 11 - Intégration dans le paysage

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'élevage dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les éléments de paysages existants (haies, talus, etc) seront maintenus.

Article 12 : Dispositions communes

La présente autorisation, accordée sous réserve de droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cesse d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans un délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

Toute transformation de l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, doit faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant doit faire l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suit la prise de possession.

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui sont de nature à porter atteinte à son environnement.

Il doit en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du code du travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

Article 13: Information des tiers

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Lohuec pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Lohuec pendant une durée minimum d'un mois ;
- adressée aux communes et autre autorités locales consultées
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture pendant un mois

Article 14 : Délais et voie de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours précisés infra.

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour de notification de la présente décision ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - l'affichage en mairie
 - la publication de la décision sur le site internet de la préfecture

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.

Article 15 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor, le sous-préfet de Guingamp, le maire de Lohuec et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie est notifiée à l'exploitant pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi que pour information aux maires de Loguivy-Plougras, Plougras, Plourac'h, Bolazec(29), Plusquellec, Callac, Carnoët, Maël Pestivien, Calanhel et Guerlesquin (29).

Saint-Brieuc, le **26 AVR. 2018**

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,



Béatrice Obara

